S'il veut se relever, le Japon doit tout casser

- **Les Japonais se rendent aux urnes dimanche prochain pour voter "pour ou contre les Abenomics".**
- **A savoir l'ambitieux et coûteux plan de relance du Premier ministre.**
- **Mais si Shinzo Abe ne réforme pas en profondeur un marché du travail rigide et vieillissant, il ne sortira pas le pays de la récession.**

Série

Avec le soutien du Fonds Marilo, "La Libre" se penche pendant trois jours sur l'économie japonaise et les réformes structurelles nécessaires pour la dynamiser.

Vendredi : "Quels entrepreneurs?"

Samedi : "Place aux femmes".

Reportage **Valentin Dauchot**
Envoyé spécial à Tokyo

Tokyo est éveillée depuis bien longtemps quand l'horloge de la station Musashi-Urawa indique 07h30. Depuis une bonne demi-heure, des hordes de travailleurs décidés se jettent dans les escaliers de la gare pour rejoindre les quais et se placer dans les files qui mènent à l'intérieur des trains. Mais ce matin, chose rare, la navette enregistre deux minutes de retard. Les vagues de nouveaux arrivants se heurtent aux premiers rangs, et il faut toute l'expérience des "pousseurs" de la compagnie ferroviaire Japan Railway (JR) pour empêcher cet engorgement de tourner au mouvement de foule. Un encombrement de la plateforme ralentirait l'embarquement et viendrait encore un peu plus alourdir ce retard exceptionnel.

Chasubles jaunes, gants blancs et sifflet à la bouche, les hommes de JR viennent donc prendre place devant la voie, signalent l'arrivée imminente du convoi, et remplissent chaque wagon jusqu'à l'étouffement avec une technique aussi rudimentaire qu'efficace : pousser les voyageurs à l'intérieur jusqu'à ce que l'amas de chair agglutinée s'écrase contre les parois métalliques et laisse juste assez de place aux portes pour se refermer sur la masse.

La face visible d'un pays vieillissant

Plongés dans un demi-sommeil et des costumes fatigués, les bureaucrates s'extirpent à "Kasumigaseki", les businessmen à "Roppongi", avant que les stations "Shinjuku", "Harajuku" et "Shibuya" ne libèrent le reste de la foule dans leurs gigantesques artères commerçantes, où magasins, restaurants, hôtels et centres récréatifs en tous genres semblent ne pas avoir fermé leurs portes de la nuit. Avec plus de 36 millions d'habitants et un PIB équivalent à celui de la France, Tokyo est frénétique. Mais cet îlot de jeunesse et d'activité débridée n'est que la face visible d'un autre monde. Un Japon vieillissant, dont l'économie en berne est retombée en récession au troisième trimestre, contraignant le Premier ministre Shinzo Abe à provoquer les élections anticipées qui se tiendront dimanche.

300 000 habitants en moins chaque année

"L'économie japonaise stagne depuis vingt ans", explique le Directeur adjoint du service d'études économiques du cabinet du Premier Ministre, Minoru Masujima, qui contemple le parlement japonais et la résidence personnelle du chef du gouvernement, depuis son bureau du 13e étage. *"L'éclatement de la bulle financière et immobilière de la fin des années 80 a entraîné deux décennies de faible croissance, de baisse de la consommation, de déflation et d'envolée du Yen dont la valeur élevée affecte notre compétitivité et nos exportations."*

Si elles veulent maintenir le niveau de vie actuel de la population et rivaliser avec la concurrence accrue des nouvelles puissances asiatiques, les autorités n'ont pas le choix, elles doivent booster la consommation des particuliers et stimuler les entreprises pour relancer la croissance. Mais un phénomène bien plus nocif encore pour l'avenir du pays vient considérablement compliquer cette politique de relance : le vieillissement de la population.

"Le Japon perd chaque année 300 000 habitants", poursuit Minoru Masujima. *"D'ici quelques années, ce chiffre passera à 1 million. Les gens vieillissent, le nombre de travailleurs actifs ne cesse de diminuer, et le pays perd inévitablement en productivité."* Signe révélateur de ce vieillissement : les couches-culottes pour troisième âge, dont les ventes ont dépassé pour la première fois celles des couches pour bébé en décembre 2012. Date de l'arrivée au pouvoir de l'actuel Premier Ministre Shinzo Abe et son audacieux plan de relance, pompeusement baptisé "Abenomics".

Largement basé sur les recettes de ses prédécesseurs, ce plan de relance allie politique monétaire accommodante, investissements publics généreux, et promesses de réformes structurelles. Une thérapie de choc jugée nécessaire, mais extrêmement coûteuse pour le pays dont la dette publique atteint désormais 230 % du PIB, et qui n'est pas parvenue à relancer la croissance, plus de deux ans après sa mise en place.

Constat d'échec pour les Abenomics

Au grand dam des commerçants japonais, la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a bien provoqué une baisse de la valeur du yen et engendré une hausse des prix sur le marché japonais, sans réellement parvenir à booster les exportations. La faute, entre autres, à la crise qui affecte les principaux partenaires économiques du Japon depuis 2008, la hausse des prix de l'énergie dans l'Archipel depuis la fermeture des centrales nucléaires en 2011, et la délocalisation d'une partie de la production de fleurons de l'industrie nippone tels Sony ou Toyota, partis vers des cieux plus compétitifs.

20
ANS
Le Japon fait face avec vingt ans d'avance sur l'Europe au vieillissement massif de sa population. Faute de taux de fécondité suffisant, le pays perd chaque année 300 000 habitants et ce chiffre devrait atteindre un million d'ici quelques années.

Si le plan initial de Shinzo Abe avait fonctionné, la hausse des exportations et les investissements domestiques consentis par le gouvernement auraient provoqué une activité économique accrue qui aurait elle-même engendré une hausse des recettes fiscales et des salaires, afin de neutraliser les effets de l'inflation et de remplir les caisses de l'Etat. Malheureusement pour les Japonais, cette poussée économique n'a pas été suffisante. Les salaires n'ont pas assez augmenté, la consommation s'est ralentie, et les voilà plongés dans la récession.

Pour une fois, Japonais et observateurs étrangers semblent d'accord sur un point : l'échec de Shinzo Abe est celui des réformes structurelles, bien trop timorées. Si le gouvernement ne change pas en profondeur le rigidissime marché du travail japonais, il ne relancera pas l'économie du pays. L'extraordinaire stabilité de l'emploi qui a contribué à la croissance fulgurante du Japon après la deuxième guerre mondiale, est aujourd'hui le plus grand frein à sa compétitivité.

L'obsession du plein-emploi

"Le Japon est le seul pays au monde où toutes les entreprises engagent le même jour de l'année", explique Yohei Shibasaki qui a travaillé pour Sony pendant dix ans avant de se lancer en indépendant. *"Le 1er avril, date à laquelle elles se rendent dans les grandes universités pour faire signer leurs futurs collaborateurs. Un an avant la fin de leurs études, ces jeunes prennent une décision qui influence le reste de leur vie. Ils entrent en contact avec une entreprise, signent un contrat, et font ce que leurs supérieurs leur disent jusqu'à l'âge de la pension. La vie est entièrement sécurisée : vous commencez votre carrière à 22 ans, devenez Assistant Manager à 30 ans, Manager à 40 ans, et General Manager dix ans plus tard. Après quoi, soit vous partez à la retraite avec un beau package, soit vous entrez au Board of Directors."* Plus on vieillit, plus on avance, et plus le salaire augmente, sans qu'il ne soit jamais possible d'accélérer le processus. Avec l'ancienneté viennent le prestige et les responsabilités, et la loi japonaise n'interdit pas de licencier ces travailleurs dits "réguliers" mais rend cela impossible dans les faits, tant les conditions requises pour se débarrasser d'un collaborateur sont exigeantes.

Installée à distance raisonnable des institutions japonaises, l'Université de Tokyo forme la majeure partie des bureaucrates et hauts fonctionnaires du pays. La porte "Akamon" qui donne accès à son campus est magnifique avec son portail traditionnel en cyprès recouvert de peinture rouge. Le dernier de ce style encore debout dans l'Archipel, construit en 1827 lorsque les lieux étaient encore habités par une importante famille aristocratique. Selon les coutumes de l'époque, seuls les Daimyo (seigneurs féodaux, Ndlr) de la plus haute importance étaient autorisés à construire une porte de ce style et de cette taille pour célébrer l'union de leur fille avec le fils d'une autre famille aristocratique. Symbole de la grandeur passée et du poids de la tradition devenue l'emblème de l'université.

Même travail, salaire différent

C'est là que nous retrouvons le professeur d'économie Hiro Miyamoto, qui revient avec nous sur la genèse du marché du travail. *"Le Japon des années 50 à 80 bénéficiait d'une croissance extrêmement rapide qui poussait la plupart des entreprises à chercher sans cesse de nouveaux employés afin d'augmenter leur production. Pour éviter de perdre ces employés en cours de route, elles les formaient dès la fin de leurs études, augmentaient progressivement leurs salaires, et garantissaient l'emploi."*

> **La stabilité de l'emploi qui a contribué à la croissance fulgurante du Japon est aujourd'hui le plus grand frein à sa compétitivité.**

Pendant des décennies, la réussite est totale : tout le monde travaille ou presque, les grandes entreprises et les PME incarnent une véritable famille pour leurs travailleurs, et toute compétition est soigneusement écartée. *"Mais avec une croissance en panne"*, poursuit Hiro Miyamoto, *"le système ne marche plus. On se retrouve avec un mode de travail dépassé, inflexible, totalement inadapté à une économie globalisée."*

Faute de production suffisante, les entreprises se retrouvent avec des hordes de travailleurs vieillissants qu'elles ne peuvent pas licencier. Les rendements diminuent, et nombre d'entre elles en sont réduites à négocier des départs "volontaires" avec leurs salariés plus âgés, remplacés par une main-d'œuvre plus jeune à qui on propose des contrats moins coûteux.

"Le principe "Equal pay for equal job" n'existe pas au Japon", confirme Takao Suami, professeur de droit à l'université Waseda de Tokyo. *"Aujourd'hui, les jeunes font le même travail que les vieux, mais avec un salaire, des avantages et des perspectives moins glorieuses."* Des travailleurs dits "non-réguliers" qui représentaient en 1984, 15 % des travailleurs contre 35 % en 2013. Le pays maintient son plein-emploi, mais les jeunes s'appauvrissent et ne changent pas d'employeur dans un pays peu habitué à voir la main-d'œuvre passer d'une entreprise à l'autre.

Pas de crise, pas de changement

"Avec le vieillissement, les jeunes représentent pourtant une denrée rare", analyse Martin Schulz, Senior Economist au Fujitsu institute. *"Leurs salaires commencent déjà à augmenter. Les Japonais qui ont développé des compétences, parlent plusieurs langues, et sont tentés par une expérience à l'étranger trouvent tout de suite du boulot. Mais la grande majorité des jeunes continue à chercher des postes dans les entreprises nationales focalisées sur ce marché domestique vieillissant, parce qu'ils rêvent encore de l'emploi à vie de leurs parents."* L'emploi à vie n'existe plus, l'offre ne correspond plus à la demande, et le Japon peine à se transformer *parce que le pays n'a jamais affronté de vraie crise qui pousse les jeunes dehors"*, conclut Martin Shulz. *"Même avec la récession, la situation est loin d'être mauvaise. Les entreprises japonaises sont assises sur une pile de cash mais elles refusent de l'injecter sur le marché japonais, parce qu'elles n'y font plus confiance."* De réelles réformes structurelles nécessiteraient probablement de tout casser. Mais dans une société fondée sur l'ancienneté, les premières victimes du changement sont aussi celles qui détiennent le pouvoir.